



**PRÉFÈTE
DE LA HAUTE-VIENNE**

Liberté
Égalité
Fraternité

Préfète de Haute-Vienne

dossier n° PD 087 085 22 D0003

date de dépôt : **05 mai 2022**

demandeur : **CHU de Limoges, représenté par
Monsieur ROUSSEAU Christophe**

pour : **démolition d'un bâtiment**

adresse terrain : **22 rue Mirabeau, à Limoges
(87000)**

**ARRÊTÉ N°
accordant un permis de démolir
au nom de l'État**

La préfète de Haute-Vienne,

Vu la demande de permis de démolir présentée le 05 mai 2022 par le CHU de Limoges, représenté par M. ROUSSEAU Christophe demeurant 2 avenue Martin Luther King BP 42, Limoges (87000);

Vu l'objet de la demande :

- pour démolition d'un bâtiment ;
- sur un terrain situé 22 rue Mirabeau, à Limoges (87000) ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le plan local d'urbanisme approuvé le 26 juin 2019 ;

Vu l'avis de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine du 24/05/2022 ;

Considérant que le projet est situé dans une zone de protection du patrimoine architectural urbain et paysager (ZPPAUP), transformée en site patrimonial remarquable par la loi relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine du 7 juillet 2016, et que les dispositions architecturales du projet doivent respecter le règlement de la zone ;

ARRÊTE

Article 1

Le permis de démolir est **ACCORDÉ** sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées à l'article 2.

Article 2

Les prescriptions de l'architecte des Bâtiments de France reprises dans l'avis du 24 mai 2022 annexé au présent arrêté devront être strictement respectées.

Article 3

En application de l'article R.452-1 du code de l'urbanisme, les travaux de démolition ne pourront être entrepris avant la fin d'un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.

A Limoges

Le **16 JUIN 2022**

La préfète,


Fabienne BALUSSOU



Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 05 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 an(s) à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE LA CULTURE

Vu pour être annexé
à mon arrêté du : 16 JUIN 2022

Direction régionale des affaires culturelles de Nouvelle Aquitaine
Unité départementale de l'architecture et du patrimoine de la Haute-Vienne

Dossier suivi par : Anaik CAULIER

Objet : demande de permis de démolir

DDT - ADS Limoges
Le Pastel - 22 rue des Pénitents Blancs
CS 43217
87032 Limoges cedex 1

A Limoges, le 24/05/2022

numéro : pd08522d0003

adresse du projet : 22 RUE MIRABEAU 87000 LIMOGES

nature du projet : Démolition

déposé en mairie le : 05/05/2022

reçu au service le : 10/05/2022

servitudes liées au projet : LCAP - site patrimonial remarquable -

demandeur :

CHU DE LIMOGES
2 AVENUE MARTIN LUTHER KING
87000 LIMOGES

L'immeuble concerné par ce projet est situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable. Les articles L.632-1 et L.632-2 du code du patrimoine sont applicables.

Ce projet, en l'état, n'est pas conforme aux règles applicables dans ce site patrimonial remarquable ou porte atteinte à sa conservation ou à sa mise en valeur. Il peut cependant y être remédié. **L'architecte des Bâtiments de France donne par conséquent son accord assorti de prescriptions.** Par ailleurs, ce projet peut appeler des recommandations ou des observations.

Prescriptions motivées (1), recommandations ou observations éventuelles (2) :

(1) En application de la prescription P2r-6.3 sur les clôtures, les clôtures traditionnelles constituées de murs en moellons pierres doivent être conservées.

La mise en œuvre de ravalement de pierre apparente (moellon) tiendra compte des caractéristiques d'origine de la maçonnerie. Les joints entre les pierres doivent être traités avec du mortier de chaux naturelle (prescription P2r-3.2).

(2) Les couronnements doivent être traités en tuile canal ou en pierres plates légèrement inclinées.

NB : Le comblement du sous-sol et l'aménagement de l'espace libéré, non déclarés dans ce dossier, doivent faire l'objet d'une déclaration préalable de travaux.

L'architecte des Bâtiments de France



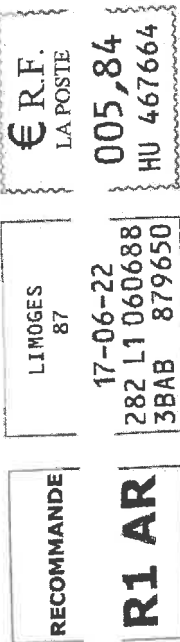
Laetitia MORELLET

Copie est adressée au demandeur afin de l'informer qu'il ne pourra pas se prévaloir d'un permis tacite à l'issue du délai d'instruction en application de l'article R.424-4 du code de l'urbanisme.

En cas de désaccord avec l'architecte des Bâtiments de France, l'autorité compétente peut saisir, dans un délai de sept jours à compter de la réception du présent acte, le préfet de région (direction régionale des affaires culturelles) par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le contrôle de la conformité des travaux sera réalisé en collaboration avec l'architecte des Bâtiments de France en application des articles L.462-2 et R.462-7 du code de l'urbanisme.

Direction Départementale des Territoires
de la Haute-Vienne
Service Urbanisme Habitat
Immeuble le PASTEL
22, rue des Pénitents Blancs - CS 43217
87032 LIMOGES CEDEX 1



CHU. de Limoges.
2 avenue Gaston Duhamel King
BP 42
87000 LIMOGES



Feuille fixe

Ne pas

détacher



LA POSTE

ECOLOGIC

Prêt à neutraliser carbone
hygiène / neutralisation

Numéro de l'envoi :

1A 193 545 6033 7

Cadres réservés à La Poste	
Présenté / Avisé le :	10/11/22
Distribué le :	10/11/22
Date :	
Prix :	CRBT :

La Poste - SA au Capital de 5.384.861.354 euros - 356 000 000 RCS Paris
Siège social : 8 RUE DU COLONEL PIERRE AVIA - 75015 PARIS



LA POSTE

RECOMMANDÉ AVEC AVIS DE RÉCEPTION

Numéro de l'envoi :

1A 193 545 6033 7

ECOLOGIC
Prêt à neutraliser carbone
hygiène / neutralisation



